

ÉDITION DU MOIS DE JUILLET 2020

## NOTRE PETIT VILLAGE LA TERRE

# L'aide au développement et le respect des valeurs locales

Page 14

**SPÉCIAL**

**17<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DU JOURNAL  
(P.2 à P.4)**

### À LIRE ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO :

#### VIVRE-ENSEMBLE

Le racisme institutionnel, culturel  
et scientifique.....(Page 5)  
Déboulinons le récit officiel : leur Histoire n'est  
pas la "Nôtre".....(Pages 6-7)  
Histoire croisée: Les dommages collatéraux des  
brutalités raciales.....(Page 8)

#### SPÉCIAL COVID-19

L'Université Marocaine face à la COVID19: Cas de  
l'Université Sultan Moulay Slima.....(Page 11)  
La COVID-19, un accélérateur du digital.....( 12)  
Maroc: Les enjeux de la reprise.....(Page 13)  
Le Maroc et l'ONU : Engagement au temps  
de la Covid-19.....(Page 14)

Photos : DR (pxhere.com)

**Livraison gratuite  
au Canada**



**\$9.99**

Abderrahman El Fouladi

**De Boujniba à Montréal**  
Parcours du combattant d'un  
va-nu-pieds

Édition 2019, Brevé et Copyright

Info : 514-576-9067 contact@elfouladi.com

**SURCLASSEMENT**  
De Montréal à Montréal à destination de Casablanca

**800\$**

**Bénéficiez des avantages  
de la classe Business!**

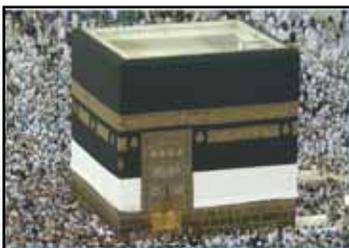
 <b>FAST TRACK</b> Passage prioritaire aux contrôles de sécurité à l'embarquement	 <b>Accès au salon VIP</b> à l'aéroport de Montréal
 <b>Confort unique</b> des sièges de la classe Business	 <b>Menu cuisiné</b> par de grands chefs
 <b>Service traditionnel</b> du thé et fromage à la coupe	 <b>Large choix</b> de films et divertissements

**Conditions:**

- Offre valable uniquement pour le vol Montréal-Casablanca
- Demandez la possibilité d'acheter un surclassement au comptoir d'enregistrement de votre vol, au minimum 2 heures jusqu'à 5 heures avant l'heure de départ
- Le surclassement n'est possible que sur une sélection de vols, selon les disponibilités
- Le passager bénéficie de ses miles selon les conditions prévues par son billet initial en classe économique
- Le surclassement est soumis à conditions

**CONTACTEZ NOUS AU MAROC OU VOTRE AGENT DE VOYAGE**

**Votre Carte  
d'Affaire en  
Première  
Page ?  
Appelez-nous  
au :  
514-576-9067**



**LE SPÉCIALISTE  
DES VOYAGES  
DE LA OMRA  
ET DU HAJJ**

Alger - Tunis - Casa



Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

**مايسترو**

**VOYAGES MAESTRO**

**سفریات**

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444



**Tél. 514 381-1999**



Titulaire d'un Permis du Québec



**Toufic Sleiman**  
Propriétaire

نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار



*L'Équipe de "Maghreb Canada Express" exprime ses vifs remerciements au Premier ministre du Canada, le Très Hon. Justin Trudeau, pour ce message; qu'il eut l'obligeance de nous adresser à l'occasion du 17<sup>ème</sup> anniversaire du journal :*



PRIME MINISTER • PREMIER MINISTRE

### Message du Premier ministre du Canada

Il me fait plaisir de vous joindre alors que nous marquons le 17<sup>e</sup> anniversaire du journal Maghreb Canada Express qui coïncide également avec la fête du Canada.

Depuis sa fondation, le journal Maghreb Canada Express a joué un rôle important dans la presse communautaire en démystifiant les barrières sociales, en intégrant les nouveaux Canadiens et en promouvant le succès du modèle canadien de vie en commun. Le Canada n'est pas fort malgré sa diversité, mais grâce à elle.



Cette année nous a présenté des importants défis, notamment la pandémie COVID-19. J'aimerais profiter de l'occasion de remercier les publications telles que la vôtre pour l'information que vous continuez de transmettre aux Canadiens.

Merci à tous ceux qui ont contribué au développement du journal Maghreb Canada Express. Bonne fête du Canada et que vous célébriez de nombreuses autres années de succès !

Ottawa  
2020

17<sup>ème</sup> anniversaire de Maghreb Canada Express...

# 17 ans au service de nos communautés



Par Abderrahman El Fouladi

Comme d'habitude nous célébrons l'anniversaire de ce Mensuel sans tambours ni trompettes mais juste en soulignant notre "entêtement" à maintenir cette tribune rayonnante dans le paysage médiatique ethnique, au service et à la disposition de nos communautés, et ce, contre vents et marées, avec si peu et en faisant chaque jour de notre mieux.

## Un coup d'œil par-dessus les épaules

Peu nombreux sont ceux qui savent que notre aventure dans le milieu médiatique ethnique et communautaire débuta dès 1996 avec une sorte de blog baptisé "Le Lien Maroc Canada" qui fut surtout connu pour ses "Coups de gueule".

Puis la décision de créer un journal digne de ce nom, avec site WEB et édition papier fut prise dès le début de 2003. "Maghreb Canada Express" (MCE) prit tout naturellement la place du "Lien Maroc Canada" et le "Numéro 0" fut conçu à Montréal vers le 10 juin 2003, suite à une longue attente d'un "plan d'affaire" et d'une "charte", les deux promis par un certain candidat-partenaire qui avait sûrement toutes les raisons du Monde de trainer la patte depuis des semaines.

Nous primes donc la décision de faire cavalier seul et de nous passer de partenaire "professionnellement" expérimenté.

Et c'est ainsi que la Première édition papier du nouveau journal fut distri-

buée à Montréal et région ainsi qu'à Sherbrooke à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003, faisant ainsi coïncider l'anniversaire de "Maghreb Canada Express" avec la fête du Canada..

Depuis lors, le journal fut toujours au rendez-vous, et ce, que je sois personnellement au Canada ou ailleurs dans le Monde en réponse à mes obligations professionnelles de climatologue, démentant, en passant, toutes les prédictions, les plus pessimistes, de certains analystes qui semblaient attachés à l'espoir, hélas souvent déçu, de nous voir fermer boutique.

On commença en effet par prédire à MCE d'abord une longévité de 3 mois, puis de 6 mois, puis d'un an puis... les boules de cristal ne font plus défiler que les UNes du journal se succédant sans interruption depuis plus de 200 mois.

## Remerciements et reconnaissance

MCE a vécu et survécût grâce au dévouement de ses chroniqueurs d'un jour ou de ceux de toujours dont le nombre dépassa au fil des années les 300 (voir la liste complète sur le site WEB du journal à la section Archives annuelles)

Tout au long de plus de 200 mois d'existence du Mensuel, ces chroniqueurs ont publié plus de 2800 articles, chroniques ou communiqués. Aussi, nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance à ces femmes et à ces hommes qui ont pris sur leur temps pour permettre à "Maghreb Canada Express" de s'épanouir et de s'affirmer au sein de la presse communautaire canadienne imprimée durant ces 17 dernières années!

Et comme l'argent est le nerf de la guerre, je tiens à remercier nos quelques clients qui nous ont aidé, tout au long de ces 17 années, à régler les factures d'imprimerie ainsi que les frais de distribution.

A ces chroniqueurs et à ces clients je resterai personnellement redevable et reconnaissant toute ma vie. Et je leur dit haut et fort : "Vous étiez et vous restez notre support le plus solide dans la réalisation de ce rêve : Celui de donner à nos différentes communautés une voix claire, franche et qui porte aussi loin que dans les sphères décisionnelles des différents paliers de gouvernement

de notre pays d'accueil et... *probablement*, aussi loin, dans celles de nos différents pays d'origine. Je dis "probablement" car les sphères décisionnelles là-bas sont si calfeutrées que les surfaces réceptrices ne renvoient que très rarement des échos. Bon, bref...

Mais un journal ne saurait exister sans son lectorat, cette source de jouvence où il puise sa pérennité et aussi son inspiration ! Aussi, notre reconnaissance va à nos lecteurs et lectrices de différentes origines :

- Les Canadiens et Canadiennes de souche pour leur interaction effective avec notre média suite à nos différentes levées de bouclier lors des derniers débats concernant nos communautés;
- Les Maghrébins qui nous lisent, nous supportent et nous encouragent ; même dans l'ombre;
- Certains (surtout) parmi les Marocains qui nous contactent directement pour dénoncer, non ce qui fut fait, mais ce que nous "devons" faire, ou tout simplement pour signaler des fautes d'orthographe, des points et des virgules oubliés ou des titres mal formulés.

Désolés de ne pas toujours vous satisfaire : Nous faisons (et je le répète personnellement encore) de notre mieux avec si peu !

## Un Grand merci à vous tous !

Toutes vos critiques sont les bienvenues et sont très constructives. Même celles de ces rares déçus inconditionnels. À ceux-ci nous répétons : Nous n'écrivons pas pour faire changer nos contradicteurs d'opinion (quoique les miracles sont toujours possibles). Mais nous persistons d'écrire afin d'empêcher les indécis de tomber dans l'abysse des contre-vérités semées de bonne ou de mauvaise foi

Nous assurons également les *politiquement-analphabètes* ainsi que ceux qui excellent dans les joutes tribales : MCE n'a pas roulé, ne roule et ne roulera jamais pour vous.

Abderrahman El Fouladi

© Une production

LES ÉDITIONS  
MAGHREB CANADA

"D'un Continent à l'autre"

www.maroc-canada.ca

ou

www.maghreb-canada.ca

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

DIRECTEUR DE  
PUBLICATION

Abderrahman EL FOULADI  
contact@elfouladi.com

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067

contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS

Mustapha Bouhaddar, Écrivain  
(France)

Dr Mraizika Mohammed  
(France)

Pr. Moha Ennaji  
(Maroc)

ÉDITORIALISTE

A. El Fouladi

IMPRESSION

Hebdo Litho, Saint-Léonard  
(Montréal)

Maghreb Canada Express est un mensuel publié au Canada depuis Juillet 2003.

Il est distribué gratuitement dans les commerces ainsi que dans certains lieux publics à Montréal et région depuis sa création en 2003.

Le Lien Maroc Canada  
Le petit pont entre le Canada et le Maghreb





Témoignages

# Tant qu'il y aura de la sève, l'arbre ne tombera pas !



Par Abdelfettah EL FATIN

**E**t de 17 ans !  
Les voilà bien remplies ces années encore et toujours friandes de ses semblables et porteuses de réflexions, d'idées, d'émotions fortes et fédératrices. Nous revoilà, après 17 ans de verbe qui a traversé nos esprits et les vôtres sans avoir les mains pleines de pouces !

Confiants étions -nous et nous le resterons dans une ligne éditoriale qui défend l'Humain dans le respect de sa diversité, car tant qu'il y a de la sève, l'arbre ne tombe pas.

Quand tous les ingrédients faits de bonnes volontés et de bonnes intentions sont de mise, quand on est à l'eau, il faut nager... oui se jeter délibérément dans l'information sure et sereine, constructive et commune à nous, à vous nos chères lectrices et nos chers lecteurs. Au MCE, on ne dort pas au gaz! Et on fait tout pour ne pas échapper le ballon! C'est vrai, qu'on ne peut pas manger des fraises à l'année mais, la pédagogie de l'effort, de l'écriture

sincère et responsable nous accompagne et nous protège des aléas momentanés, des tentations brusques et funestes, des représentations dangereuses, car au MCE, c'est une vision lointaine, celle de regarder ensemble dans la même direction, qui illumine nos pas depuis bien longtemps.. Nous sommes conscients comme disait Sénèque qu'il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va.

Au MCE, on est aux petits oiseaux; une joie d'expression anime les plumes et libère les mots de toute violence gratuite et insensée, de toute platitude... Au MCE, la profondeur des textes porte les habits de la simplicité, de l'humilité; elle a la vertu de la sympathie, de la paix de la conscience. MCE a toujours traduit, apaisé et adouci les douleurs muettes, a domestiqué les colères fortes en brandissant le dialogue, la conversation, la réplique et la différenciation dans le respect et la distinction à l'équerre conduite dans les règles de l'art et de l'ontologie.

Les 17 ans sont derrière nous et devant nous, nous rappelant nos principes et valeurs dont toutes tentatives étrangères de négociation, de calcul mesquin sont vouées à un échec retentissant. Ce sont notre gage, notre monnaie du présent et de l'avenir...

Qu'en dites-vous après ces années où vous nous avez accueillis et lus chez vous bien au chaud, dans vos bureaux, sur les bancs d'un jardin...diriez-vous qu'on ne peut pas s'empêcher d'aimer MCE?

De notre part, on croit fort et vrai que vous êtes la sève et que nous sommes l'arbre.

## Les médias communautaires : Une leçon d'engagement



Par Dr. Brahim Benyoucef

**L**es enjeux médiatiques sont à dimensions multiples, et surtout politique et éthique.

Les médias exercent une forte influence sur l'opinion publique, et leurs pouvoirs sont universellement reconnus.

Les médias guident nos regards, et peuvent nous révéler le monde havre de paix ou scène apocalyptique. D'ailleurs, depuis un moment on n'entend plus parler des guerres en Syrie, en Irak, au Yémen, etc.; je ne cesse ces derniers temps, alors, de me poser la question si les guerres qu'autrefois faisaient le menu quotidien des médias étaient en ce moment à l'arrêt ou bien, juste un détournement sélectif de regards, pour nous donner l'illusion que la paix est de retour. La même remarque s'applique aussi sur le cas de Daech et de la machine terroriste, qui nous a été montré comme une puissance qui parvenait à défier la coalition des plus grandes puissances du monde, et qui faisait à elle seule l'histoire quotidienne de la guerre, et qui d'un coup s'est éclipsée, et ses dizaines de milliers de monstres, engloutis. Et, dire, à quel point les médias guident nos regards et parviennent à programmer nos esprits. Paradoxalement, jamais il n'y a de questionnement à ce propos de la part des observateurs, des parlementaires et des animateurs des forums de débats.

Toutefois, l'audience des médias varie en fonction de la notoriété politique que l'on leur accorde et de l'aire d'audience dont ils jouissent. Ils puisent leurs forces dans le soutien politique et le soutien financier. Cette subordination aux pouvoirs de l'argent et du politique restreint leur liberté de manœuvre et compromet la neutralité que l'éthique des médias exige.

Depuis, les deux dernières décennies, le monde mondialisé et virtualisé, voit s'ouvrir de nouvelles perspectives dans la culture des médias, avec l'émergence des médias sociaux, qui allaient entrer en rivalité avec les médias de masse, et ouvrir la voie d'expression aux voix multiples. Il est très intéressant de voir à cet égard la puissance que des médias comme : Facebook, Twitter, LinkedIn, You Tube, etc., allaient prendre et, les nombreux phénomènes liés à la production d'images publiques, à la propagation de messages sociaux et politiques, à la publicité et au marketing, à l'émergence d'une nouvelle génération d'influenceurs sociaux, etc.

Les médias communautaires émergent aussi en force, ces dernières décennies, dans le contexte d'immigration, pour accompagner l'installation, des communautés culturelles diversifiées, de plus en plus croissante dans les pays d'accueil et d'immigration. Ces médias se font une place à part, dans la catégorie des médias de proximité, et ciblent une clientèle spécifique, dirigeant tous les efforts et messages autour des enjeux de l'intégration, du vivre-ensemble et des problématiques particulières aux populations issues de l'immigration, dont : la discrimination à l'emploi, l'intégration socioéconomique, la lutte contre le racisme, la revendication de l'équité sociale, etc. Au Québec, et avec la croissance des communautés maghrébines et des communautés musulmanes, entre autres, sont apparus, en plus des radios communautaires, et des journaux web, de nombreux journaux écrits, gratuits, et largement diffusés, pour accompagner ces communautés dans leurs revendications. On peut citer entre autres : Maghreb Canada Express, Atlas Media, Alpha, L'Initiative, Ksari (journal web), etc.

Ces médias ont manifesté une forte présence pour appuyer la revendication de l'équité à l'emploi, pour dénoncer le racisme, pour appuyer l'intégration dans l'harmonie et l'équité, et aussi pour dénoncer les guerres dans le monde, et surtout, celles menées dans les pays d'origine.

Je profite de la célébration du 17<sup>e</sup> anniversaire du journal Maghreb-Canada-Express pour saluer son fondateur M. Abderrahman El-Fouladi et son équipe, pour l'engagement, la persévérance, le courage et la fidélité. Bravo, bonne continuation et longue vie au journal.

**ÉCOLE DE CONDUITE AMEL**  
Reconnue par la SAAQ  
Instructeurs qualifiés et expérimentés  
Cours jour, soir, fin de semaine.  
Instruction en Français, Anglais ou Arabe

**Deux succursales pour mieux vous servir!**

6955, Bd Lacordère, suite 304  
Saint-Léonard, (QC) H1T 2K5  
Bus 32  
Tél.: (514) 510-0880

3300, Bd Rosemont, suite 100  
Montréal (QC) H1X 1K2  
Bus : 67, 197 et 467  
Tél.: (514) 729 6330

**EXAMEN**  
Nous louons les Voitures  
(Automatiques / manuelles)  
pour l'examen

Point de vue

# Le racisme institutionnel, culturel et scientifique



Par Nasser Bensefia

« Le raciste est celui qui pense que tout ce qui est trop différent de lui le menace dans sa tranquillité. » Tahar Ben Jelloun.

La triste histoire du décès tragique de l'afro-américain George Floyd, mort asphyxié sous le genou d'un policier « blanc », lors d'une banale arrestation, a fait retentir tel un écho, les pratiques du racisme et de la discrimination systémique que vivent les minorités ethniques aux États-Unis et partout dans le monde, et ce, malgré le syndrome de l'autruche qui a touché en plein fouet les sociétés dites ouvertes, multi-ethniques et démocratiques.

Le racisme et la ségrégation raciale sont-ils nés depuis quelques siècles, ou sont-ils ancrés dans nos sociétés depuis l'aube des temps, quelles sont les différentes formes du racisme ?

Pour répondre à ces questionnements, un travail de recherche historique était nécessaire et apodictique.

Le racisme peut se traduire ostensiblement par le biais de blagues racistes, de propagation d'idéologies racistes, d'insultes, d'actes violents motivés par la haine, etc.

On peut aussi le dépister plus intensément enraciner dans des attitudes, des valeurs et des croyances stéréotypées.

Le racisme peut être présent à tous les niveaux de la société - chez les individus, au sein d'un groupe, voire d'une société entière, et dans tous les domaines de la vie sociale - dans la rue, dans le quartier, dans les transports publics, à l'école, dans la famille, etc.

Le racisme, parce qu'il énonce une relation de pouvoir et de prépotence d'une personne sur une autre, d'un groupe sur un autre, est une forme de violence qui peut prendre différents faciès :

- Violence verbale;
- Violence physique;

- Harcèlement moral, sexuel...
- Profanation de biens symboliques (exemple: drapeaux, cimetière);
- Comportements d'évitement ou d'isolation de la personne;
- Traitement inégal ou refus de prestations auxquelles la personne a droit.

Il peut arriver que la personne auteur d'un acte raciste n'ait pas conscience de la portée de son comportement et il est toujours important de réagir lorsque l'on en est témoin ou victime.

En fait, d'autres termes se camouflent derrière celui du « racisme ». Lorsqu'on évoque celui de "races", s'agissant de l'humanité, on entend aussi souvent, comme un grincement importun: racisme, esclavagisme, colonialisme, ségrégation, génocide, etc. Autant de comportements humains outranciers qui trouvent leurs apologies dans la catégorisation scientifique des races humaines.

L'acquiescement de conduites, souvent ethnocentriques, ont caractérisé plusieurs peuples qui ont eu à protéger, de tout temps, leurs propres groupes et leurs pratiques.

Le CNRTL (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales) définit l'ethnocentrisme comme suit : Comportement social et attitude inconsciemment motivée qui conduisent à privilégier et à surestimer le groupe racial, géographique ou national auquel on appartient, aboutissant parfois à des préjugés en ce qui concerne les autres peuples.

L'apparition du terme « racisme » est survenue à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les allégories et les praxies auxquelles il renvoie sont antiques et ne sont pas l'exclusif des sociétés occidentales. Les Grecs, ensuite, les Romains considéraient que les barbares étaient certes des êtres humains mais perçus comme singulièrement inférieurs. Mais d'autres sociétés autour de la Méditerranée ou des sociétés asiatiques ont aussi connu des formes de rejet qui s'apparentent au racisme. Son développement dans la modernité coïncide avec l'émergence d'une nouvelle idéologie individualiste, pour reprendre les analyses de L. Dumont (1966) : « L'hypothèse la plus simple consiste à supposer que le racisme répond, sous une forme nouvelle, à une fonction ancienne. Tout se passe comme s'il représentait, dans les sociétés égalitaires, une résurgence de ce qui s'exprimait différemment, plus directement, dans la société hiérarchique. Rendez la distinction illégitime, et vous aurez la distinction, supprimez les modèles anciens de distinction, et vous avez l'idéologie raciste » (p. 320).

Quelquefois, le racisme s'affiche comme

une doctrine, une thèse explicative des disparités entre les hommes et propose alors une hiérarchie entre les groupes humains. Le racisme idéologique s'est développé à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec des auteurs comme Vacher de Lapouge, qui ont voulu donner une base biologique au racisme, mais il est devenu un véritable système politique avec l'apartheid en Afrique du Sud et le nazisme du Reich allemand.

L'esclavage était très répandu durant l'antiquité, d'après le site VIKIDIA : l'esclavagisme était un des points importants de la société de l'époque. Cependant l'esclavage n'était pas dirigé envers un peuple en particulier et il ne visait pas les Africains noirs en particulier.

Durant l'Antiquité, il n'y aucune preuve de négrophobie dans la littérature latine, l'œuvre de Benjamin Isaac, écrite en 2006, intitulée "L'invention du racisme dans l'antiquité" (titre traduit de l'anglais), démontre qu'il n'y a aucune preuve de racisme dans la littérature latine à l'antiquité et que les Grecs comme les Romains étaient nationalistes et fiers de leurs civilisations.

À cette époque, l'esclavage était déjà couramment pratiqué (mais il y avait aussi des serviteurs) : par exemple dans le monde arabe, à l'encontre des populations européennes et africaines, ou chez les Romains dès le II<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ. Ces derniers installèrent un marché aux esclaves dès -166 dans le port de Délos. Et souvent, les personnes réduites en esclavage ou maintenues dans la condition d'esclave, provenaient d'autres peuples conquis, ce qui se manifestait généralement par une couleur de peau ou de langue différente de celle des maîtres.

Par contre, concernant l'Égypte des pharaons, les théories varient : selon certains, l'esclavage y aurait été pratiqué, notamment pour permettre la construction des pyramides ; selon d'autres, les découvertes archéologiques ne le démontreraient pas et cette idée aurait simplement été véhiculée par les textes bibliques (Ancien Testament).

Le racisme peut être institutionnel, culturel et même scientifique.

## Racisme institutionnel

Le principe du racisme institutionnel vise à déployer l'étendue de l'analyse du racisme et à en modifier le centre de gravité : des individus ou des situations interactionnelles vers des processus institutionnalisés et structurels de production d'inégalités et de racisation, c'est à dire; d'imputation et de traitement de groupes comme « races ». Ce concept s'avère approprié avec la conjugaison

des démarcations ethniques.

Valérie Sala Pala, dans ses travaux sur le logement social en France, "Le racisme institutionnel dans la politique du logement social", Sciences de la Société, n° 65, mai 2005, pp. 87-102, définit d'ailleurs la notion de racisme institutionnel comme « production institutionnelle de frontières ethniques ». Elle nuance ultérieurement cet usage, en parlant « de racisme institutionnel lorsque, en dehors de toute intention manifeste et directe de nuire à certains groupes ethniques, les institutions ou les acteurs au sein de celles-ci développent des pratiques dont l'effet est d'exclure ou d'inférioriser de tels groupes »

Le racisme systémique, parce qu'il est plus tartufe, peut-être plus âpre à discerner.

La Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ) le définit « comme la somme d'effets d'exclusion disproportionnés qui résultent de l'effet conjugué d'attitudes empreintes de préjugés et de stéréotypes, souvent inconscients, et de politiques et pratiques généralement adoptées sans tenir compte des caractéristiques des membres de groupes visés par l'interdiction de la discrimination. » (p. 6).

Cette forme de racisme, nonobstant son aspect parfois sournois, a pour fin d'entretenir les disparités vécues par les personnes discriminées, particulièrement en matière d'accès aux services citoyens.

## Racisme culturel

L'Anglais M. Barker amorçait les premières analyses du racisme culturel, et ce, dès la fin des années 60 du siècle passé. L'idée principale de ce mouvement consent que les dissimilarités entre les humains ne se basent pas sur un quelconque désavantage biologique, mais sur la différence culturelle. Ce racisme affirme la menace que dépeint la différence des groupes authentifiés par rapport au groupe dominant et qui altère l'homogénéité nationale du pays.

Selon P.-A. Taguieff (1988) : "on assiste en France et par la suite en Grande Bretagne, à l'émergence de ce racisme qu'il appelle différentialiste. Celui-ci s'incarne dans ce schéma à la fin des années 1970 en France dans la Nouvelle droite et dans des groupes de réflexion tels que le GRECE, né en 1968, ou le Club de l'horloge fondé en 1974."

## Racisme scientifique

Selon Ahmed Lemligui, sociologue chargé de mission au Pôle ressources et (...)

À suivre : Page 06

La Guerre aux statues

# Déboulonnons le récit officiel : leur Histoire n'est pas la "Nôtre"



Par Dr Mohammed MRAIZIKA  
Historien, chercheur, consultant  
en ingénierie culturelle  
Auteur, conférencier, directeur du  
CIIRI-Paris

**T**el un trait saillant qui barre sans ménagement des chapitres de l'histoire officielle d'une France dont "le passé colonial ne passe pas", apparaissent quelques mots sur le socle de la statue de Joseph Simon Gallieni (1849-1916) érigée place Vauban (Paris 7<sup>ème</sup>) à proximité des Invalides : "Déboulonnons le récit officiel". Tout est dit car il ne s'agit pas ici de graffitis sauvages tracés à la va-vite sur des façades d'un lieu public, mais d'un geste symbolique qui se veut une dénonciation d'un racisme aveugle et abjecte qui a fait des milliers de déportés et de morts par le passé et qui continue son œuvre macabre sous forme de tueries et de bavures policières.

## I - Leur histoire n'est pas la "Nôtre"

Dans l'absolu, le bâchage et le tag de la statue de Gallieni, est une atteinte à la mémoire de ce militaire qui a passé près de 30 ans dans les colonies au service des intérêts de la France et dont Clémenceau disait de lui qu'« Il est le véritable sauveur de Paris ». La dégradation de sa statue peut aussi être lue comme un rappel de l'injonction, ancienne mais toujours vivace, faite à la France pour remettre de l'ordre dans son histoire. Injonction déclarée non avenue par le président E. Macron le 14 juin 2020, qui affirme que « la République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son Histoire. La République ne déboulonnera pas de statue... ». En écho à cette déclaration, un membre (B. Le Maire) du gouvernement, non encore remis de la contestation des Gilets jaunes, de la réforme de la retraite et de la gestion de la crise sanitaire (COVID-19) se presse pour dire : "Nous ne déboulonnerons pas les statues (...) et nous ne débaptiserons pas les bâtiments officiels". Le Ministre fait allusion à la pro-

position de l'ancien premier Ministre socialiste Jean-Marc Ayrault, qui lui demande de débaptiser le bâtiment de Bercy qui porte le nom de Colbert, auteur du Code noir.

Céder à ce type d'injonctions serait, pour le gouvernement un précédent fâcheux, car il faudrait renommer des milliers de rues, de places, de gymnases, de jardins et d'écoles qui portent les noms de maréchaux ou de généraux considérés comme des esclavagistes et des colonialistes. La capitale Paris est elle-même ceinturée (33,7 km) par le boulevard des Maréchaux, du nom des Maréchaux de France qui ont conduit, à partir de 1804, des guerres pour le compte de la France et qui se sont illustrés de manières contestables en colonisant des territoires et en réduisant leurs peuples à l'esclavage. Et c'est ainsi qu'ils ont gagné leur bâton de Maréchal ou leurs étoiles de général. C'est le cas du Général Albert d'Amade (1856-1941) artisan de la mise en œuvre au Maroc de la « politique française de conquête et de brutalité » exécutée par la Colonne du littoral. Ce Général, qui a servi en Algérie et au Tonkin, a choisi l'option d'une « action militaire à outrance » pour réduire la résistance des tribus d'Oulad Saïd et des M'Dakra au prix de massacres de « villages entiers, de femmes, d'enfants et de vieillards » dans la Chaouia (1908-1909). Il n'empêche, il a obtenu le grade de Général de Division et des distinctions prestigieuses.

Quant à Joseph Gallieni, il rejoint en 1876 les tirailleurs sénégalais à Dakar et obtient, en 1878, du Sultan du Niger, Ahmadou Tall, la signature du Traité de Nango qui confère (1881) à la France l'exclusivité du commerce dans le haut Niger. Il s'illustre également à Madagascar, annexé en 1897, et au Tonkin (1893-1895). Il impose en 1880 à des chefs locaux la conclusion d'un Protectorat sur le Mali. Dans tous les territoires dont il a la charge, en Indochine ou en Afrique, il utilise (1881) la manière forte pour réprimer les mouvements de résistance. Il y instaure le travail forcé des autochtones et veille à diviser la société locale en clans rivaux. Mais c'est en Indochine qu'il pose les jalons de sa doctrine dite de la « tâche d'huile » et met en œuvre la « politique des races ». Ces doctrines se sont traduites sur le plan social et culturel par la fameuse formule : « diviser pour régner ». Gallieni ne fait pas mystère de sa doctrine qu'il explicite devant ses soldats en ces termes : « Frapper à la tête (...). En somme, toute action politique dans la colonie doit consister à discerner et mettre à profit les éléments locaux utilisables, à neutraliser et détruire les

éléments locaux non utilisables. ». Il sera nommé Ministre de la guerre de 1915 à 1916 et obtiendra le bâton de maréchal à titre posthume en 1921.

Ces quelques exemples illustrent en fait la philosophie et l'action coloniales de ces personnages emblématiques de l'histoire coloniale française dénoncée aujourd'hui par des militants qui font usage de toutes sortes de moyens pour la remettre en cause. Dans ce combat pour la « vérité historique » et cette recherche du « comment les choses ont vraiment été » (Voir l'historien allemand Léopold Von Ranke), la dénonciation qui cible les symboles de l'histoire coloniale, les statues notamment, sont le premier stade de cette recherche de la vérité. Cette manière d'agir n'est pas, une « réécriture haineuse ou fausse du passé » mais un moyen de pointer les formes d'un racisme et d'une discrimination mortifère et leur corollaire l'absence de considération qui frappe durement des catégories sociales à cause de la couleur de la peau ou l'origine ethnique de leurs membres.

En France, l'affaire Adama Traoré, mort (juillet 2016) à la gendarmerie de Persan après son interpellation à Beaumont-sur-Oise, et le décès à Paris de Cédric Chouviat, un père famille, après un simple contrôle routier (janvier 2020) ont suscité beaucoup d'émotion et de la colère car perçus comme l'expression d'un manque de respect et de considération. Mais au-delà de la remise en cause des techniques utilisées lors des interpellations, en particulier le plaquage ventral, ces deux cas sont révélateurs d'un climat malsain. Les deux décès précédent certes la mort de George Floyd (25 mai 2020) à Minneapolis. Mais tous ces meurtres ont en commun la violence policière. Ils ne pouvaient donc laisser indifférent au-delà de la communauté afro-américaine ou noire. Les actions menées en France ne peuvent donc se comprendre qu'à la lumière de cet événement atroce : la mort de George Floyd. Sa dénonciation a donné lieu à des formes de luttes antiracistes diverses. Le déboulonnage et la dégradation de statues de personnes dont la réputation d'esclavagistes et de négriers est prouvée, en est une.

C'est le cas à Bristol où la statue (1895) d'Edward Colston est arrachée de son piédestal, piétinée et jetée dans le port fluvial. Colston était un homme politique et un parlementaire anglais conservateur (1710 à 1713), mais c'était surtout un marchand d'esclaves, un négrier, négociant qui s'est enrichi grâce

## Le racisme institutionnel, culturel...

(Suite de la page 5)

expertises en travail social à l'IRTS de Bretagne, dans son article : Histoire d'un racisme au long cours, Quelques pistes pour un travailleur social, paru dans la revue LE SOCIOGRAPHE, 2011/1 (n° 34), "Tout un mouvement européen tentera de corréliser des phénomènes sociaux et historiques avec d'autres biologiques. D'autres représentants mettront en relief d'une manière ouverte, les hiérarchies entre les races et la dégénérescence que représenteraient les mélanges entre elles tels que le Suédois K. Von Linné ou le Français G. Vacher de LaPouge. Le Français A. de Gobineau crée le mythe des aryens. Autant d'auteurs qui sont venu contester le projet développé à partir de la Renaissance et tout au long des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles d'égalité entre les hommes. Un foyer de contestation qui, selon Z. Sternhell (2006), représente un prélude à l'émergence du fascisme et du nazisme. Mais malgré la défaite du nazisme et tous les contre arguments que de nombreux scientifiques ont apporté, les idées prônées par le racisme scientifique ont persisté. Face aux preuves irréfutables apportées par les généticiens qui contestent l'existence des races humaines, une diversification des formes de racismes apparaît, moins ouverte, moins explicite. Des formes qui renvoient le racisme à des intentions qui ne sont pas conscientes, non avouées, comme nous l'observons dans le racisme institutionnel."

Présentement, dans les démocraties occidentales, seuls des mouvements extrémistes encensent des dogmes racistes, mais il est plus fréquent de croiser le racisme au quotidien, dans le logement, le travail, les loisirs, particulièrement sous forme d'injures, d'agressions et de refus de services. Racisme rime souvent aussi avec immigration.

Conséquemment, les programmes d'éducation contre le racisme sont primordiaux, dès l'école, et que des actions de prévention sont soutenues par des associations, des syndicats et par l'ensemble des institutions. Tous les ans, de nombreux pays organisent la Semaine contre le racisme, qui permet d'organiser des manifestations et des actions de solidarité contre le racisme, notamment dans les écoles.

« Il a été décidé qu'on reparlerait, dès les petites classes, d'éducation civique, d'honnêteté, de courage, de refus du racisme et d'amour de la République. Il est dommage que l'école ne soit fréquentée que par les enfants... » André Frossard.

À suivre : Page 07



## La Guerre aux statues

# Déboulonnons le récit officiel : leur Histoire n'est pas la "Nôtre" (Suite de la page 6)

au commerce triangulaire dans les années 1680. Son nom est associé à l'histoire de la ville de Bristol dont il était un mécène. Mais, cette posture de bienfaiteur (dons à l'église et aux associations) de la ville a été remise en cause dès les années 90. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit de nouveau au centre des débats mémoriels liés à l'esclavage.

Aux États-Unis, à Richmond (Virginie), la statue de Jefferson Davis, le président des États confédérés pendant la guerre de Sécession (1861 à 1865), a été déboulonnée. Le même jour, la présidente de la Chambre des Représentants, la démocrate Nancy Pelosi, a appelé au retrait des 11 statues du Capitole représentant des soldats et des responsables confédérés, dont Jefferson.

### II - Pourquoi les statues ?

La question qui mérite d'être posée au regard de ces différentes actions ciblées est : Pourquoi les statues ? Les statues sont aujourd'hui la cible d'actions antiracistes car elles sont devenues aux yeux des auteurs de leurs dégradations plus que des "objets culturels". Elles racontent des récits et rappellent des chapitres de l'histoire coloniale en vue de sa glorification. C'est en fait "l'histoire des vainqueurs" qui est proposée par ses statues et qui trouve dans les livres scolaires et les commémorations officielles des relais réguliers. Cette histoire, disent les militants politiques, n'est pas "la Nôtre" et ces statues ne sont pas des "œuvre d'art" mais un "outil de glorifi-

cation". En somme, elles sont érigées à la mémoire de personnages controversés qui doivent leur gloire et leur bâton de maréchal et leurs étoiles de généraux à des victoires sur des peuples démunis, colonisés, exploités et réduits en esclavage. L'image d'un Gallieni porté par quatre hommes noirs en dit long à la fois, sur le statut du colonisateur vainqueur et sur la situation du colonisé, dominé et exploité.

Pour les militant(e)s antiracistes et anti-esclavagistes, la statue de Gallieni de la place Vauban à Paris, recouverte d'un drapeau noir le 18 juin (18h) présente une image dégradée et humiliante de la femme noire africaine. En effet, quatre femmes (allégories des nations colonisées) portent le général Gallieni triomphant. Pour l'historienne Françoise Vergès " Cette statue, c'est un hommage au viol, au vol et à la soumission ". Le président du Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN), l'une des associations agissantes en la matière confirme ce dire : " Nous devons nous interroger sur ce qui nous a poussés à en faire un héros national. Ce n'est pas une statue, c'est un choix politique et émotionnel. " " Un choix qui divise puisque Gallieni est l'auteur de plusieurs massacres ".

Gallieni, " une des figures du passé esclavagiste de la France ", est devenu en fait un symbole à abattre et à effacer des lieux publics. La station de métro qui porte son nom a été débaptisée par des militants communistes et écologistes et remplacé par le nom de Josette et Maurice Audin, "

figures communistes et militants anticoloniaux ". A Thionville (Moselle) ce sont des lycéens qui ont décidé, bien avant la mort de George Floyd, de changer le nom de leur Lycée Colbert et de le remplacer par celui de Rosa Parks (1913-2005), militante et figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis.

### III - Comment donc sortir de cette guerre mémorielle ?

Peut-on en France engager sérieusement un débat serein sur la question de la mémoire et de l'histoire partagée ?

Les groupes politiques et associatifs qui ont lancé l'appel à "déboulonner la statue de Colbert", affirment à qui veut bien les entendre que leur action était pacifique et non-violente. Ils lancent à l'occasion au gouvernement un appel au débat. Mais reste à définir le cadre de ce débat et préciser ses attendus. Et c'est là un point de divergence fondamental. Le président de la République E. Macron se cantonne dans une posture de fermeté en affirmant qu'il n'acceptera ni de revisiter ni de nier le passé de la France. Son Ministre de l'économie a surenchéri en ajoutant : "Nous ne déboulonnerons pas les statues (...), et nous ne débaptiserons pas les bâtiments officiels". Alors que les militants proclament la révision de l'histoire et la mémoire, suggèrent de débaptiser les noms des rues, les lieux publics (écoles, lycées, gymnases, jardins), et qu'il faut " aller plus loin " dans l'action anti-statues.

En réalité c'est l'impasse totale. En

France, les mouvements ne sont pas à court d'idées et d'initiatives. Leur critique est centrée sur la question de la mémoire et de l'histoire mais leur dynamique puise en ce moment son inspiration dans le mouvement Black Lives Matter (" les vies noires comptent ") qui, depuis sa fondation en 2013, n'a cessé de lutter contre " le racisme systémique envers les Noirs ". Il est, après la mort de George Floyd, le fer de lance et l'inspirateur des manifestations et émeutes aux États-Unis et ailleurs.

" Nous devons plutôt lucidement regarder ensemble toute notre Histoire, toutes nos mémoires ", souligne le Président E. Macron le 14 juin, qui ajoute " en aucun cas de revisiter ou de nier ce que nous sommes ". Certes. Mais tant que les discriminations et les inégalités économiques et sociales persistent et tant que les débordements de services de l'Etat censés protéger les citoyens et représenter l'ordre au-delà de toutes autres considérations, ne sont pas sanctionnés, il y a fort à parier que l'avènement d'un débat serein et apaisé sur l'histoire de la France n'est pas pour demain.

Le dernier mot est à René MARAN qui écrit (Batouala, Paris, Ed. Albin Michel, 1921) à propos de la colonisation :

"Tu n'es pas un flambeau, mais un incendie, tout ce à quoi tu touches, tu le consumes".

## Votre Publicité à Mini-prix ici (\*)

**TARIF FIDÉLITÉ**  
 \*Format Carte d'Affaire  
 À partir de 29 \$ (N et B)  
 et 59\$ (Couleur)  
*Mieux qu'une carte d'affaire standard !!!*

**TARIF FIDÉLITÉ**  
 \*1/4 de page  
 À partir de 69 \$ (N et B)  
 et 117 \$ (Couleur)

**TARIF FIDÉLITÉ**  
 \*1/2 page  
 À partir de 135 \$ (Noir et Blanc)  
 et 225 \$ (Couleur)  
 \*1 page entière :  
 À partir de 249 \$ (Noir et Blanc)  
 et 339 \$ (Couleur)

**Pour plus d'infos ou pour une soumission :**  
 Tél. : 514-576-9067  
 Courriel : contact@elfouladi.com

(\* Pages internes avec 11 parutions minimum)

**De Boujniba à Montréal**  
 Parcours du combattant d'un va-nu-pieds

\$9.99

## Un bras de fer entre un enfant et son destin

**Commandez votre copie dédiée**

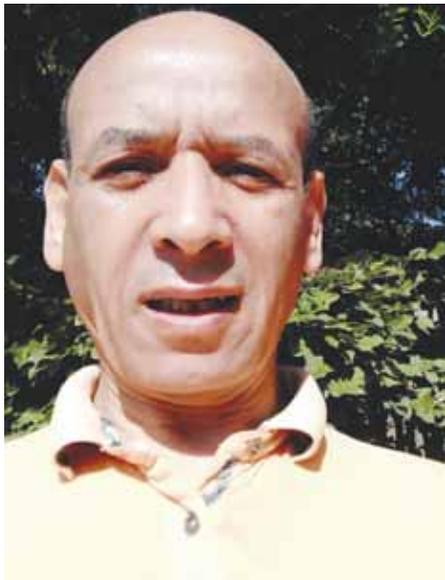
Tél. 514-576-9067  
 courriel : contact@elfouladi.com  
 Paiement : Virement interac ou chèque

Livraison gratuite au Canada

**De Boujniba à Montréal**  
 Parcours du combattant d'un va-nu-pieds

Histoire croisée

# Les dommages collatéraux des brutalités raciales dans le Monde



Par Belhaloumi Abdelrhani -  
(Bruxelles)

**T**out a commencé, quand des centaines de manifestants se sont retrouvés devant la Maison Blanche, à New York, à Atlanta ou à Los Angeles pour réclamer "justice pour George Floyd" et que « la vie des Noirs compte » (Black Lives Matter). Cet Afro-américain est mort asphyxié lors de son interpellation violente dans le Minnesota. Enième bavure policière sur fond de racisme et de radicalisation. Une radicalisation qui a marqué le passé de ce pays et d'autres de par le monde et imprègne encore leur présent. Partout, sauf en Afrique, les statues de figures historiques du colonialisme et la traite d'esclaves ou simplement des figures controversées pour leur passé, sont visées lors des manifestations contre les violences policières et le racisme, comme l'explorateur du XV<sup>e</sup> siècle Christophe Colomb. Bas du formulaire

À Washington, des manifestants antiracistes ont déboulonné l'unique statue du général confédéré Albert Pike. La destruction de cette statue a eu lieu à la fin de manifestations marquant le 155<sup>e</sup> anniversaire du « Juneteenth ». C'est le jour où les derniers esclaves ont été libérés au Texas en 1865. Pourtant, un siècle et demi plus tard, le Juneteenth n'est toujours pas enseigné dans la plupart des écoles, et n'est ni un jour férié fédéral, ni une journée nationale de commémoration. En ce mois de juin, c'est également l'anniversaire du lynchage de quelque trois cents Afro-Américains à Tulsa en 1921. Aux USA, dans plusieurs villes, des statues de personnalités confédérées devaient être déboulonnées et retirées des places publiques pour être transférées dans des musées.

En Belgique, à Anvers, une statue de l'ex-roi des Belges Léopold II, figure contestée du passé colonial de la Belgique, a été retirée par précaution d'un square pour être entreposée dans les réserves d'un musée local. Des statues ou bustes de l'ex-souverain ont été vandalisées dans plusieurs villes belges. Et dans un autre dossier, celle qu'on appelait il y a 70 ans « l'enfant du péché » et une cinquantaine de plaignantes, toutes des « enfants de l'Etat », métisses du Congo, attaquent la Belgique pour crimes contre l'Humanité.

En France, les polémiques resurgissent, visant notamment Colbert, l'auteur

de "code noir" - sorte de mode d'emploi de la traite négrière - ou encore le général Faidherbe, administrateur du Sénégal au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Un buste du général de Gaulle a été vandalisé dans le nord du pays, à quelques jours des 80 ans de son appel du 18 juin 1940, et l'année du cinquantième anniversaire de sa mort. A Paris, la plaque de l'enseigne de magasin 'Au nègre joyeux' devait d'abord être recontextualisée, mais il a finalement été décidé qu'elle soit retirée pour être installée au musée Carnavalet. Peut-être envisage t-on de débaptiser l'avenue du maréchal Bugeaud à Paris et ailleurs. Ce maréchal a massacré des Algériens lors de la colonisation. Ou bien préconise t-on plutôt d'ériger des "contremonuments". Par exemple, un monument adressé à l'émir Abdelkader, héros ayant été détenu au château d'Amboise pour avoir combattu Bugeaud et la colonisation. C'est ça la nécessité d'une Histoire croisée, colonisés colonisateurs, n'est-ce pas ? A Bordeaux, la décision a été prise, après consultation publique, d'ajouter une phrase de contextualisation aux plaques des rues portant le nom de personnalités liées à la traite négrière. Cela a été aussi le cas à New York où la plaque qui y commémorait le maréchal Pétain a été complétée par un panneau explicatif.

En Martinique, les manifestants anti-héritage colonial à l'origine de dégradations de deux statues publiques de Victor Schoelcher, contestent le résumé de l'histoire de l'abolition fait en centrant sur l'image de Schoelcher, et regrettent que le rôle des populations noires dans cet événement soit absent du roman national. Au Canada une pétition réclame le retrait de la statue du leader colonial John MACDONALD.

Au Royaume-Uni, la statue du marchand d'esclaves Edward Colston à Bristol a été jetée à l'eau par des manifestants, quand à celle de Winston Churchill, devant le parlement britannique à Londres, elle a été taguée "raciste". Et pendant ce temps, un rapport d'Amnesty International parle de traitements inhumains et dégradants de migrants et demandeurs d'asile en Croatie, dernier membre au sein de l'Union européenne. Cette dernière se dit « préoccupée ».

Revenons-en à nos statues. La statue n'est pas une source de l'Histoire, mais en est une reconstitution. C'est une oeuvre d'art pas comme les autres, un objet culturel, qui fait partie du patrimoine d'un pays. L'ériger sur la place publique ou la déboulonner n'est pas une réécriture de l'Histoire. La statue honore des personnes ou des événements, sans être neutre ni politiquement ni moralement. Pour preuve, En Russie, on a empilé des statues de Staline dans la cour de la Galerie Trétiakov en 1990. Et en Ukraine, après la chute du mur de Berlin en novembre 1989 on trouvait 5500 statues de Lénine, et en 2020, on n'en compte plus qu'une seule, et sans la moindre réaction. En Afrique, Paradoxalement, les statues n'ont subi aucun dommage. Par exemple : sur les hauteurs de Kinshasa, où l'on célèbre le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'ex-Congo belge, une statue du défunt roi des Belges Léopold II, qui a fait du Congo sa propriété personnelle entre 1885 et 1908 - à côté de celle d'Albert Ier

et du britannique Henry Morton Stanley, sont toujours là. Et à quatre mille kilomètres de Kinshasa, Madagascar célèbre les 60 ans de sa sanglante indépendance de la France. Cette dernière a promis à Madagascar, il y a un an, de parvenir à une solution commune sur les Îles éparses avant l'anniversaire de l'indépendance qui a lieu le 26 juin 2020. Mais, rien ne semble bouger.

L'Histoire est complexe certes, mais l'absence de statues des Tirailleurs n'en est elle pas une défaite, puisqu'elle prive la population d'une partie de l'Histoire européenne ? Et qui doit-on statuer ou déboulonner ? Que commémorer ou décommémorer ? pourquoi donc des politiques de mémoire ? est-ce une instrumentalisation des historiens, un rejet du consensus historique ou un renforcement des connaissances que d'ouvrir le débat sur le passé colonial ? Finalement, Peut-on dépasser les obligations mémorielles ?

En tout cas, en Afrique, un autre débat ressurgit, on s'interroge tout simplement sur l'utilité même de conserver le français et l'anglais comme langues officielles en Afrique. Certains plaident pour le renforcement et la valorisation des langues régionales africaines, à côté de l'arabe, en tant que langue africaine, scientifique et langue officielle de l'Onu. En cause, l'isolement que vit l'Afrique, noyée dans la dette extérieure, des problèmes socio-économiques et sanitaires en dépit de ses richesses et ses compétences. Une Afrique débordée par les conflits, le contentieux des espaces mar-

itimes, l'arbitrage, les conflits juridiques, fiscaux ou douaniers avec des groupes internationaux ou avec des états, comme le contentieux économique entre la Belgique et le Congo. Puis, l'Union africaine, exaspérée par ce qu'elle appelle « le racisme du CPI », a déjà voté une décision en 2016 préparant la sortie de la Cour pénale internationale pour « désafricaniser la CPI » définitivement. Alors que des crimes de guerres, dans l'impunité totale, sont perpétrés contre les Rohingyas \*, ou au Moyen Orient, ou en Ukraine et ailleurs, on s'acharne contre l'Afrique. Et à Genève cette semaine, avant l'ouverture du débat au Conseil des droits de l'Homme, de hauts fonctionnaires des Nations unies d'origine ou d'ascendance africaine, ont dénoncé la passivité de l'ONU face au « racisme généralisé et systémique ». Une Organisation des Nations unies impuissante, qui fête son 75<sup>e</sup> anniversaire, avec un appel de son Secrétaire général à « réinventer » le monde.

Bref, beaucoup de questions restent posées. Et la colonisation restera une pièce majeure de l'Histoire. Elle doit être connue pour mieux appréhender notre avenir ensemble, de façon paisible, afin de renforcer la paix, la cohésion sociale et mieux cerner les débats actuels.

**NOTE :**

(\* Les Rohingyas est un peuple chassé du nord-est de la Birmanie et considéré par l'ONU comme étant le peuple le plus persécuté au monde.

**TAEKWONDO**  
La symbiose entre le corps et l'esprit

**ÉCOLE DES CHAMPIONS OLYMPIQUES**  
[www.ecotaekwondo.com](http://www.ecotaekwondo.com)

**Inscriptions en cours**

ADMINISTRATION CENTRALE  
514 721 8173

Concept: [belhaloumiabdelrhani@gmail.com](mailto:belhaloumiabdelrhani@gmail.com)



## ارتداء غطاء للوجه في الأماكن العامة

لا تظهر أعراض المرض على بعض الأشخاص المصابين بفيروس كوفيد-19 ، ومن الممكن أن يصاب بعض الأشخاص بالفيروس دون علمهم. ولذلك قد يقلل ارتداء غطاء الوجه من خطر الإصابة بفيروس كوفيد-19 ونقله إلى الآخرين.



[Québec.ca/masque](https://quebec.ca/masque)

☎ 1 877 644-4545



Libye

# Serait-ce le choc des islams politiques ?



Par **Anas Abdoun**, *analyste géopolitique spécialiste du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*

Après le renversement de Mouammar Kadhafi, la Libye s'est séparée en deux gouvernements au pouvoir. La Chambre des représentants basée à Tobrouk dans l'est du pays et (à partir de 2015) le gouvernement d'accord national internationalement reconnu basé dans la capitale historique, Tripoli.

Depuis lors, les Nations Unies s'efforcent de trouver une solution politique pour une Libye unie et démocratique, tout en évitant le type d'instabilité et de conflits régionaux qui peut être favorable aux groupuscules terroristes actifs dans le sud du pays au Mali et en Centrafrique.

Le 17 décembre 2015, les accords de Skhirat ont été signés au Maroc entre les représentants du Congrès général national et ceux de la chambre des représentants. Le gouvernement de l'Union nationale a alors nommé Fayez al-Sarraj Premier ministre, mais la Chambre des représentants basée à Tobrouk n'a pas accepté l'accord et a refusé de reconnaître le Premier ministre sous la pression du général Haftar.

Le General Haftar, activement soutenu par l'Égypte, la France, la Russie et surtout les Emirats Arabes Unis, a pour ambition de conquérir l'Ouest Libyen avec pour but de solidifier le pouvoir autour de sa personne et d'éliminer ses ennemis politiques et ceux de ses sponsors qui sont les partis proches de l'islam politique actuellement au pouvoir à Tripoli.

Avec le soutien financier des Emirats Arabes Unis et logistique de l'Égypte, Haftar était donné largement gagnant dans la conquête de l'Ouest Libyen. Appuyé également par les mercenaires russes de la force Wagner et par les forces spéciales françaises,

plusieurs considéraient que la capitale pouvait tomber après seulement un mois de combat.

## La diplomatie néo-ottomane d'Erdogan

Cela aurait été probablement le cas sans le soutien massif et direct de la Turquie. Ankara a pris tout le monde de court en retenant la leçon de l'échec de sa politique syrienne, et, a ainsi accompli la politique du fait accompli en déplaçant sur le terrain libyen des mercenaires syriens, des conseillers techniques de l'armée turque mais surtout les redoutables drones de fabrication turque Bayraktar 2.

Avec une domination aérienne sans partage, le GNA, fort du soutien Turque, a non seulement résisté à l'offensive de Haftar mais a également réussi à mener une contre-offensive et reconquérir plusieurs villes libyennes reprises à " L'Armée nationale Libyenne ".

Le soutien sans faille d'Ankara au gouvernement de Tripoli est politique mais renferme aussi de juteux intérêts économiques. Dans la nouvelle guerre d'influence qui se joue dans le Monde arabe, le paradigme des forces sunnites soutenues par l'Arabie Saoudite contre les forces pro chiites soutenu par l'Iran est complètement révolu. Dorénavant l'enjeu est de soutenir ou de tuer les courants de l'Islam politique. Parmi les ennemis jurés de cette idéologie politique se trouve l'Égypte, l'Arabie Saoudite et, en premier lieux, les Emirats Arabes Unis.

Quant à ceux qui soutiennent le courant politique, nous retrouvons le Qatar et la Turquie.

Ankara qui a un gouvernement issu de la même mouvance idéologique depuis 2002 a tout intérêt à soutenir ces courant à travers le monde arabe comme un relais naturelle de son influence. C'est ainsi qu'elle a soutenu les frères musulmans en Égypte, en Syrie malgré leur défaite sur le terrain. Il est ainsi vital pour Ankara que l'Islam politique en Libye ne tombe pas sous le coup de la répression du pouvoir et finisse dans le giron d'influence de ses ennemis régionaux.

La deuxième raison de l'intervention massive d'Ankara dans les affaires libyennes est la découverte importante de gisement pétrolier offshore dans la méditerranée orientale. En effet le président Erdogan a signé avec son homologue libyen un accord de démarcation maritime qui a permis à Ankara d'étendre significativement la superficie de ses eaux territoriales (+ 30 % de son plateau continental), au détriment des autres pays riverains comme l'Égypte, la

République de Chypre et la Grèce. Enfin il est évident que le camp qui parviendra à unifier la Libye favorisera ses alliés dans la prospection et l'exploitation des nouveaux gisements de gaz découvert en Libye.

## Paris et la colère coloniale

Dans cette guerre d'influence c'est récemment Paris qui a tenté auprès de ses alliés de l'OTAN une offensive diplomatique contre la Turquie. En effet, en plus d'être à l'initiative politique et militaire du renversement de Kadhafi, la France en mauvaise perdante se trouve également confrontée à un choc colonial des hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay.

En pleine polémique sur le racisme systémique en Occident et les réflexions des études post-coloniales sur la perception de l'Occident sur le monde, Il est intéressant d'appliquer cette matrice analytique dans les relations internationales. Pour la France une ingérence étrangère qui menace ses intérêts politiques et économiques est mal vue mais quand en plus il s'agit d'un pays musulman avec à sa tête un président ouvertement islamiste, cela devient proprement scandaleux. Cela révèle un changement d'époque et une mutation des puissances qui terrorise Paris et qui lui rappelle le douloureux

souvenir de la guerre de Suez, en 1956, quand Moscou a fermement rappelé à Paris et à Londres qu'elles étaient des puissances du passé.

Le fait de passer par l'OTAN de se coordonner avec Abu Dhabi et convaincre le Caire d'entrer dans la bataille souligne d'autant plus l'incapacité de Paris de faire face au problème seul, alors qu'elle se retrouve encore embourbée dans l'opération Serval.

## Un petit témoignage...

En somme, depuis mon premier article sur l'Islam et les rivalités politiques au Moyen-Orient paru en Mars 2014, pas grand-chose n'a changé dans cette région du monde toujours en proie aux conflits et aux influences. J'ai eu l'honneur de publier une quinzaine d'articles sur le sujet avec Maghreb Canada Express ce qui m'a permis d'apprendre et d'aimer à mettre mes pensées sur papier et de pouvoir ainsi quelques années plus tard me spécialiser dans le risque géopolitique de cette région qui nous passionne tant. Je souhaite à travers cette modeste contribution souhaiter un Joyeux anniversaire au journal, à ses lecteurs et exprimer mes sincères remerciements à son Directeur de Publication, Abderrahman El Fouladi.

Fédération Québécoise de Tir

PRATIQUEZ LE SPORT DU  
**TIR À LA CIBLE**

Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu à autorisation restreinte

Coût : 170,00\$ matériel inclus

POUR LE LOISIR OU POUR LES EMPLOIS QUI EXIGENT LE PORT D'ARME.

Tél. : 514 252-3056  
Sans frais : 1 888 514-7847  
[www.fqtir.qc.ca](http://www.fqtir.qc.ca)

Aimez notre page Facebook!

## L'Université Marocaine face à la COVID19

## Cas de l'Université Sultan Moulay Slimane de Beni Mellal



Par Azeddine Mraizika, Professeur d'Histoire à l'USMS

Face au contexte épidémique (COVID-19), le ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Said Amzazi, a pris différentes mesures pour contrer la propagation de l'épidémie et limiter ses effets. Les établissements de l'enseignement supérieur ont réagi en mettant en place des dispositifs sanitaires et éducatifs divers.

C'est le cas de l'Université Sultan Moulay Slimane (USMS) de Beni-Mellal. Créée en 2007, l'USMS a vu son effectif évoluer au cours des quatre dernières années passant de 5000 à plus de 20 000 étudiants. Sa structure s'est également renforcée. Trois Facultés lui servent désormais de socle principal : Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Faculté des Sciences et Techniques, Faculté Poly-disciplinaires et une École Supérieure de Technologies.

Avec l'épidémie de COVID-19, l'USMS a dû faire face à de multiples défis éducatifs et pédagogiques en plus de ceux que lui imposent sa propre organisation et les travaux engagés pour l'augmentation et l'amélioration de ses capacités d'accueil. Et c'est grâce aux initiatives et au travail du Président de l'Université, Monsieur Nabil Hmina, et de son équipe pédagogique, professoral et administratif, que le défi a été relevé.

En effet, d'importants efforts ont été fournis par l'USMS afin d'accompagner les étudiants dans cette période difficile et ont permis d'achever l'année universitaire dans les meilleures conditions.

Dès le début du confinement, une stratégie d'urgence a ainsi été entreprise. Les cours qui étaient en temps normal dispensés en *présentiel* ont été remplacés par des enseignements à distance et ce depuis la diffusion du communiqué du Ministère le 13 mars dernier. Ainsi, tous les programmes ont été convertis en enseignement à distance. Cela a permis d'assurer la continuité pédagogique dans

le respect des plannings de cours, sans aucune interruption ou incidence sur la scolarité des étudiants.

L'Université Sultan Moulay Slimane (USMS) a alimenté ses ressources en ligne de 3 639 cours auxquelles s'ajoutent des visioconférences diffusées à distance. 31 771 étudiants ont pu bénéficier de la plateforme « Moodle et Teams Microsoft ».

Dans un communiqué transmis à la MAP, l'Université a indiqué que 35 538 comptes ont été créés pour les gestionnaires, les étudiants et les professeurs afin de leur permettre d'accéder aux plateformes pédagogiques de l'Université intitulées : « Moodle et Teams Microsoft ». Sur ces plateformes ont été déposés 3 639 cours parmi lesquels 760 ont été dispensés en temps réel avec l'outil « Microsoft Teams ».

#### Exemples des mesures prises par l'USMS

- L'activation d'une cellule de pilotage COVID-19 en vue de coordonner le fonctionnement institutionnel de l'Université, l'affichage des mesures de sensibilisation via divers supports (dont le site web, la page Facebook, les capsules vidéos).

- L'organisation d'une journée de sensibilisation à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales ;

- La suspension des cours en *présentiel* et la promotion de l'enseignement à distance ainsi que des activités et manifestations scientifiques ;

- La mise en place du télétravail ;

- La désignation d'un comité de veille au sein de la présidence de l'UMI ;

- La mise en place d'un comité de veille au sein de chaque établissement universitaire ;

- La mise en œuvre des mesures barrières de prévention et la désinfection d'une manière régulière de toute l'Université.

#### L'accompagnement des étudiants

- Le maintien des cours en utilisant les plateformes de l'enseignement à distance ;

- L'organisation de rencontres hebdomadaires en temps réel ;

- Le renforcement des dispositifs de communication avec les étudiants en utilisant plusieurs canaux d'échange ;

- La mise en place d'une cellule de veille traitant toutes les questions des étudiants sur la crise et son impact sur leur vie de confinement.

#### Les ressources numériques produites depuis la suspension des cours en *présentiel*

- La mise en place de cours en ligne via des plateformes d'enseignement à distance.

- La transcription des différentes activités pédagogiques en supports numériques.

- La mise en place des séquences en temps réel via des plateformes, l'enregistrement des cours des enseignants au sein de l'Université et leur mise en ligne sur la plateforme e-learning Moodle de l'Université.

En plus des efforts fournis par l'USMS pour sauver l'année universitaire et de protéger ses étudiants et son personnel de l'épidémie, elle a organisé un grand nombre de travaux et de conférences en rapport avec la COVID-19.

En effet, l'USMS a organisé, en ligne, la 6ème Conférence internationale sur L'Optimisation et Applications, les 20 et 21 Avril 2020, compte tenu du confinement et de l'Etat d'urgence décrété par les autorités compétentes en vue d'endiguer l'épidémie du nouveau coronavirus.

Plusieurs professeurs du laboratoire des études et des recherches en sciences économiques et de gestion relevant de la Faculté Poly-disciplinaire, ont récemment animé une e-conférence sous le thème « Quelle politique fiscale pour atténuer les impacts économiques et sociaux de la COVID-19 ? ». Lors de cette visioconférence, ayant réuni plus de 140 participants, le débat a notamment porté sur les stratégies post-COVID-19.

Dans le cadre des efforts déployés par les universités marocaines en vue de mobiliser la recherche scientifique pour promouvoir des solutions urgentes et efficaces face aux conséquences socio-économiques de la COVID-19, et en collaboration avec L'Association Burkinabé de l'innovation et de l'intelligence économique (ABIIE), le Laboratoire des Etudes et des Recherches en Sciences économiques et de Gestion (LERSEG) de la Faculté Poly-disciplinaire de Beni Mellal relevant de l'Université Sultan Moulay Slimane, a organisé mercredi 03 juin 2020 une conférence internationale sur le tourisme au Maroc sous le thème « Le tourisme à l'ère de la COVID-19 : Enjeux, défis et perspectives »

Sous le thème « Entrepreneurat Digital, une force motrice dans le nouveau modèle du développement inclusif et durable pour la période post COVID-19 », l'École Nationale de Commerce et de Gestion, la Faculté d'Économie et de Gestion et la Faculté Poly-disciplinaire, relevant de l'USMS de Beni Mellal, ont organisé la première édition de la conférence internationale sur l'entrepreneuriat et l'Innovation qui s'est déroulée entièrement en ligne sur Microsoft Teams les 19, 20 et 21 Mai 2020.

Sous le thème « La communication de crises à l'épreuve de la pandémie Covid-19 : regards croisés entre les quatre continents », le Laboratoire des études et des recherches en sciences économiques

et de gestion (LERSEG) relevant de la Faculté poly-disciplinaire de Beni Mellal (FP) a organisé, en ligne, le 8/5/2020 une conférence internationale.

#### A cela s'ajoutent une série d'événements et de conférences

- Ouverture en visioconférence des travaux de la Conférence internationale sur l'entrepreneuriat et l'innovation JEI-2020

- Les travaux de la Conférence internationale sur l'entrepreneuriat et l'innovation (JEI-2020) se sont ouverts, mercredi, par visioconférence, à l'initiative de l'Université Sultan Moulay Slimane (USMS).

Organisée par l'École Nationale de Commerce et de Gestion, la Faculté d'Économie et de Gestion et la Faculté Poly-disciplinaire relevant de l'USMS de Beni Mellal, sous le thème "Entrepreneuriat Digital, une force motrice dans le nouveau modèle du développement inclusif et durable pour la période post COVID-19", cette première édition de la conférence internationale sur l'entrepreneuriat et l'Innovation se déroulera entièrement en ligne sur Microsoft Teams et sera animée par une équipe d'experts, consultants et professionnels des États-Unis, de la France, de la Pologne, du Sénégal et du Maroc.

A travers l'organisation de cette conférence internationale l'ENCG, la Faculté d'Économie et de Gestion et la Faculté Poly-disciplinaire de Beni Mellal expriment ensemble leur engagement d'incuber et de favoriser l'innovation conformément à la stratégie de l'université Sultan Moulay Slimane de Beni Mellal et à son plan académique.

L'Université Sultan Moulay Slimane reprogramme l'organisation de son e-Forum USMS-Entreprises édition 2020 dans le contexte de la COVID-19, vu que les incidences de cette épidémie ne seront pas anodines pour les entreprises en général et celles de notre région en particulier. Le thème choisi pour cette édition 2020 est « L'évolution de l'entreprise marocaine après le covid19 : quels métiers et quelles compétences ? ».

Cette rencontre a eu lieu le mercredi 03 juin 2020 à 10h sur Microsoft Teams. Le choix du thème s'inscrit dans le cadre de la mobilisation mondiale de la lutte contre la COVID-19 ainsi que ses retombées économiques aussi bien sur les entreprises que sur le marché d'emploi.

En somme, l'USMS a réussi à relever l'ensemble des défis imposés par l'épidémie Covid-19, mais sa mission n'est pas terminée, sachant que beaucoup d'incertitudes demeurent en la matière. Une série de mesures est déjà prise pour mieux gérer l'année universitaire 2020-2021 et pour faire face à toute éventualité d'une nouvelle vague de la COVID-19.

Économie / Télétravail

## La COVID-19, un accélérateur du digital



Par **Abderrazaq MIHAMOU**,  
Expert en digital et coach profes-  
sionnel certifié Chef d'entreprises

**E**n quelques semaines, la crise pandémique a transformé tout le paysage socio-économique mondial et beaucoup de dégâts sont attendus dans plusieurs secteurs.

les paradigmes ont changé et le seul secteur qui a tiré son épingle du jeu c'est le digital.

Je viens d'avoir ma retraite en opérant dans le secteur du numérique après plus de 40 ans d'exercice. Je peux vous dire que cette pandémie de coronavirus a hissé le secteur à un rang qu'on ne s'imaginait jamais le voir atteindre en si peu de temps. Le confinement, conséquence de ce fléau, a fait exploser la demande en expertises numériques dans pratiquement tous les secteurs d'activité.

Nous constatons pour cela que les entreprises et les consultants en technologie digitale ont subitement vu leurs agendas saturés, sans qu'ils ne soient préparés à cette explosion de la demande.

En comparaison aux autres secteurs les TIC ont tiré leur épingle du jeu et ne subiront pas la crise au même titre que les autres secteurs. La raison est toute simple. Les projets qui piétinaient et tardaient à voir le jour se sont vu s'accélérer et des fois changer de cap, en y ajoutant les exigences que cette pandémie a imposées. Ne dit-on pas que "le malheur des uns fait le bonheur des autres".

Les entreprises qui ont résisté à cette secousse devront faire face à une métamorphose du paysage commercial le B 2 B et le B 2 C chamboulés, peut-être même ravagés par les faillites d'intermédiaires, de fournisseurs et de clients qui n'auront pas survécu à cette crise brusque. Faute de flexibilité d'adaptation et de liquidités leur permettant de la remonter. Les experts en études prospectives que nous avons vus défiler dans nos Webinaires "débat du jour" nous l'ont, preuve à l'appui, confirmé à plusieurs reprises.

Dans ce futur paradigme de remise en état du paysage socio-économique et éducatif, les secteurs en relation étroite avec les technologiques seront en première ligne.

D'un côté, elles seront soumises aux mêmes contraintes de remise en état et de redémarrage, et d'un autre elles devront profiter de la volonté des entreprises échaudées par la crise et désireuses d'accélérer ou d'accéder à la transformation numérique.

La croissance du e-commerce se développera malgré le dé-confinement

Les services en lignes et principalement les métiers qui fleuretaient avec la technologie comme le ravi-

taillement alimentaire en ligne, l'enseignement à distance, la télé-médecine, le coaching et bien d'autres se sont finalement imposés. Ils se sont intronisés par la force des choses chez les résistants au changement qui ont adopté un revirement à 360° avec une exigence de la qualité de service. Ceci s'est également accompagné par la création et le développement de nouveaux métiers avec l'Uberisation de plusieurs services.

### Pour le cas du Maroc

Les conclusions issues des rapports du bureau d'étude McKinsey ont révélé que les priorités de développement au Maroc à moyen terme (sur les 3 à 5 prochaines années), après la sortie de la crise du Covid, devraient être dans le secteur du digital notamment.

Une accélération, sans précédent, dans la digitalisation des services de l'Administration au profit des citoyens et investisseurs, ainsi que celle de l'économie avec une création d'un écosystème technologique, aboutira à termes à une convergence totale vers une société digitale inclusive.

McKinsey propose, comme priorités, une série d'actions à entreprendre à (...) court terme qui pourront améliorer la trajectoire des indicateurs socio-économiques et garantir une croissance comprise entre 2% et 3% par an. En boostant l'investissement dans le numérique et les applications orientées services en ligne les investissements publics (santé et éducation), les industries locales et le secteur primaire seront tirés vers le haut.

Ces propositions découlent des grandes tendances et ruptures pré et

post-Covid, observées au niveau international, ainsi que l'analyse des risques et opportunités de la situation actuelle du Maroc.

Dans les 5 grandes tendances mondiales suivantes, le digital occupe une place prépondérante jamais observée auparavant:

- Retour de l'État comme agent économique important ;
- Réallocation durable des dépenses des ménages ; modification des modes de consommation avec une accélération de l'adoption du commerce en ligne ;
- Raccourcissement des chaînes d'approvisionnement ;
- Accélération spectaculaire de l'adoption technologique et digitale par les Etats, les entreprises et les citoyens ;
- Croissance du développement technologique et de la demande en énergies vertes ;
- renforcement de nouveaux secteurs stratégiques (technologie médicale, télécommunications...).

En conclusion, le constat unanime penche vers, sans équivoque vers le digital qui devient, de facto, la pièce maitresse sur laquelle se basera le monde dans son développement de demain. Cette génération se souviendra pour longtemps de ce revirement historique qui a impacté négativement plein de paradigmes, à l'exception du digital qui s'en sort, renforcé et revigoré pour s'imposer à se détracteurs de la veille en tirant, par la même occasion, son épingle du jeu de la crise de la COVID-19.

**Maghreb Canada Express est à la Recherche de Vendeurs et de Vendeuses de Publicité**

**Commission allant de 15% à 25%**

**Et vous toucherez la commission tant et aussi longtemps que votre client affiche sa Publicité au Journal !**

**Écrire à : [elfouladi@videotron.ca](mailto:elfouladi@videotron.ca)**

Maroc

# Les enjeux de la reprise post COVID-19



Par Moha Ennaji, (\*)

L'impact de la COVID-19 à l'échelle mondiale, régionale et nationale est collatéral à tous les niveaux et notamment sur les plans économique et social. Quant à la relance économique, elle nécessitera partout beaucoup de temps, peut être trois ans, et ne pourra être que progressive.

Elle ne sera probablement pas réalisable sans le soutien étatique. Bien plus, la reprise nécessitera la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs des secteurs public et privé. Le mot clé étant la solidarité de groupes au sein de chaque société et entre les pays.

Quant aux retombées macroéconomiques de la COVID-19, le Maroc, à titre d'exemple, n'échappe pas à la règle. Selon le Haut-commissariat au Plan marocain, tous les indicateurs économiques accusent des niveaux prévisionnels en nette reculade qui, vraisemblablement, sont susceptibles à une détérioration encore plus grave dans l'avenir.

Le PIB afficherait une baisse prévisionnelle estimée à -3,8 points, correspondant à 10,9 milliards de DH au second trimestre 2020. Le taux de croissance économique ne devrait pas dépasser 0,8%, sous la séquelle à la

fois de la sécheresse, de la COVID-19 et du confinement prolongé, et ce, au lieu d'une croissance initiale moyenne évaluée à +2,5%.

Plusieurs entreprises ont préparé des plans sociaux pour dégraisser jusqu'au tiers de leurs effectifs dans le but d'assurer leur survie. Une démarche raisonnable selon le patronat mais qui risque de mettre des dizaines de milliers de personnes, toutes classes confondues, dans la précarité. Le gouvernement est appelé à trouver vite une solution.

Un certain nombre de mesures palliatives ont été introduites par ce dernier : i) Mise en place d'un crédit à taux zéro pour les auto-entrepreneurs affaiblis par la crise de la COVID-19, pouvant atteindre un montant de 15.000 dirhams. ii) Traitement comptable dérogatoire pour étaler les dons et les charges relatives à la période de l'Etat d'urgence sanitaire, sur 5 ans. iii) Assouplissement des procédures de déclaration des salariés affiliés à la CNSS qui sont en arrêt provisoire. Les déclarations peuvent être faites sur une fréquence hebdomadaire, à compter du mois d'avril 2020. Le montant total des dotations, cotisations et participations de l'Etat de l'ensemble des organismes publics et privés frôlerait les 37 milliards de DH (environ 4 milliard de dollars). iv) Adoption du télétravail et de l'enseignement à distance, comme mesures d'assouplissement et de prévention, respectivement pour les secteurs public et privé et le monde scolaire et universitaire.

Par surcroît, la COVID-19 présenterait l'occasion de penser à élaborer le nouveau modèle de développement sur une conception plus sociale de l'économie, à donner un nouveau élan aux secteurs de la santé publique et de l'éducation nationale, parents pauvres des pouvoirs publiques.

Il faudrait également prendre conscience du besoin de reconsidérer la politique de désengagement ordonné de l'Etat, spécialement dans les secteurs sociaux. Il est important d'opter pour une nouvelle forme d'interven-

tionnisme étatique, plus intelligente et plus équitable, avec une meilleure gestion des instruments budgétaire et fiscal. Il est aussi nécessaire d'adopter une régulation étatique plus appropriée des marchés, sans les monopoles de fait et parfois les pratiques anticoncurrentielles. Enfin, il faudrait encourager les activités génératrices d'emploi et de revenus.

La crise sanitaire et économique causée par la pandémie de la COVID-19 est un choc menaçant à l'échelle planétaire, une rupture franche et ésotérique avec les paradigmes et les modèles actuels.

Un autre facteur important à considérer concerne la transformation digitale de tous les secteurs qui jouera dans le futur un rôle encore plus remarquable dans le perfectionnement de la compétitivité économique, en utilisant les nouvelles technologies de l'information. Au Maroc, si l'administration étatique et les institutions financières ont fait des progrès dans ce domaine, des milliers de petites et moyennes entreprises restent toujours loin derrière. Un soutien de l'Etat serait bénéfique pour les exhorter à s'investir davantage dans la digitalisation.

Dans le domaine de la santé publique, l'objectif essentiel consistera à améliorer l'encadrement et l'infrastructure sanitaires à travers tout le pays. Dans le domaine de l'enseignement, les efforts consentis par le gouvernement pour la généralisation de la scolarisation doivent être doublés tout en investissant davantage dans la formation et la recherche scientifique.

Bref, le développement de l'ensemble de ces secteurs permettra de bâtir une économie solide et solvable à même de renforcer la stratégie d'ouverture sur les marchés internationaux.

En conclusion, le Maroc dispose de plusieurs atouts pour sortir de la crise, assurer son indépendance économique et lui permettre d'occuper une position confortable dans l'échiquier mondial. La solidarité, l'unité et la

stabilité politique du pays permettront de le projeter dans l'avenir avec confiance et sérénité, comme à chaque fois que des événements exceptionnels et inattendus entrecroisent le cours de son histoire. Même si cette crise est beaucoup plus dure que les précédentes car elle est globale, économique, sociale et sanitaire.

Alors que nous allons au-delà de la crise sanitaire immédiate, les décideurs doivent saisir l'occasion de mettre en œuvre des réformes audacieuses et tournées vers l'avenir. Cela comprend la refonte des contrats sociaux, la fourniture de filets de sécurité adéquats, la culture des compétences et des emplois dont la future économie aura besoin et l'amélioration de la répartition des risques et des retours entre le public, l'état et le secteur privé.

Mais si le gouvernement doit assumer un rôle de chef de file, façonner la reprise et tracer une nouvelle voie pour la croissance nécessitera une plus grande collaboration entre les entreprises, les institutions publiques et gouvernementales et les travailleurs. Pour que la grande reprise réussisse, toutes les parties prenantes doivent y participer.

À l'heure actuelle, il devrait être évident que nous ne pouvons pas revenir à un système qui profite à quelques-uns au détriment de la majorité. Contraints de gérer les pressions à court terme et de faire face aux incertitudes à long terme en même temps, les dirigeants se trouvent à un carrefour historique. Le nouveau poids de l'Etat leur donne les moyens de commencer à construire une économie plus juste, plus durable et plus résiliente.

Note :

(\*) **Moha Ennaji**, (Professeur et Chercheur universitaire à Fès, Maroc, Auteur de plusieurs livres, dont le plus récent intitulé «Le paradigme Maghreb-Europe»)



## Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

## Coopération internationale

## L'aide au développement et le respect des valeurs locales



Par **Abdeljalil Cherkaoui**  
expert en Économie Sociale et  
en Développement humain.

**L**a coopération internationale constitue un outil de développement incontournable permettant à l'humanité de supporter et de vivre la globalisation et la mondialisation dans des conditions de partage et de solidarité. Certes, elle met en mouvement toutes les formes d'aide au développement particulièrement dans le sens Nord-Sud.

L'assistance technique demeure le chantier le plus fréquent car il permet de mobiliser des compétences dans des différents domaines au service des pays les moins avancés. Ce qui leur a permis de récupérer un certain retard dans le domaine technologique et de développer des compétences internes capables de répondre aux besoins propres de chacun.

La coopération décentralisée, vu sa conception territorialisée, a également joué un rôle important dans l'échange international notamment le lendemain des mesures drastiques d'ajustement structurel que beaucoup de pays de sud les ont connues dans les débuts des années quatre-vingt et qui ont été à l'origine d'un rapprochement entre les territoires de sud et leurs homologues du Nord.

L'assistance technique, en tant qu'axe principal de ces différentes formes de coopération, constitue le moyen le plus répandu pour transférer les compétences sollicitées et le savoir-faire demandé par les pays bénéficiaires. Les différents chantiers d'échange et de collaboration se nourrissent, dans la majorité des cas, des pôles d'intelligence et de la recherche gérés par des laboratoires ou des universités des pays avancés. Le portage de leur contenu se réalise, en général, par l'envoi des missionnaires femmes et hommes de la science et du monde de l'expertise.

Il est constaté que la majorité des programmes de collaboration technique ont pu apporter un plus au développement des pays bénéficiaires. Ce constat classique se confirme à travers les conclusions des observateurs et des auditeurs des projets de coopération.

Par contre, d'autres registres de coopération n'ont pas pu avoir le même succès notamment ceux ayant une relation avec le développement humain. Ce qui nous amène à se poser des grandes questions

à ce propos. Il est à noter que les missions des experts, dépêchés pour encadrer des programmes sociaux ou des projets de développement humain et sociétal, se sont heurtés à des réalités locales qu'ils n'arrivent pas à élucider.

La méconnaissance des valeurs culturelles du terrain et le manque du temps pour maîtriser le contexte socioculturel de la population avec qui l'expert est appelé à collaborer constitue un véritable obstacle qui influence directement ou indirectement les résultats des projets engagés.

Le cadre sociétal et l'organisation communautaire reposent sur des considérations ayant un rapport étroit avec un soubassement génétique ancestral et un héritage endogène non détectable par le regard d'un étranger.

Aussi, l'incompatibilité des outils de travail des experts et des concepts souvent fabriqués ailleurs pour un besoin et pour des situations culturellement différentes est la cause de l'échec constaté dans la mission de l'expert étranger.

A cet effet et à titre indicatif, il est à remarquer à travers une série de constations que vouloir agir sur la modélisation de la hiérarchie locale d'un territoire Africain constitue un bon exercice de cette dichotomie culturelle. L'expert s'appuie, faute de mieux, sur des protocoles empruntés au contexte occidental qui se trouve dans des applications inadaptées à la réalité locale du milieu.

Plusieurs pays subsahariens sont connus par leur modèle bicéphalie de gouvernance. Les territoires sont, souvent, gérés par deux types d'autorités, l'une traditionnelle reconnue par l'Etat et l'autre administrative classique. Le traditionnel inscrit, bien entendu, son autorité dans un système coutumier pratiqué depuis des siècles où le chef « Roi » gouverne ses sujets avec une légitimité historique incontestable. Il s'agit, en réalité, d'une petite dynastie dont le pouvoir est partagé entre les descendances familiales. Cette monarchie administre le territoire dans un certain nombre de domaines à savoir : le foncier, le spirituel, le patrimonial, la culturel. Elle gère, également, les conflits familiaux et tribaux.

Ce dispositif de gouvernance laisse peu de possibilité pour faire émerger un changement vers une véritable démocratie telle qu'elle est définie et conçue dans la culture universelle. La question de l'alternance et le leadership se trouve ainsi dans un mode décoratif et commercial car l'oligarchie est la monnaie courante dans cette tradition. Cette culture se trouve soutenue par les alliances et les configurations d'ordre relationnel basée sur des intérêts convoités par les familles notables. Devant ce tableau de complicité et devant une résistance des conservateurs, le changement devient de plus en plus difficile.

D'autres tentatives ont été mises à l'épreuve devant cette disposition sociéta-

le. L'événement d'introduire dans ces communautés la notion de la coopérative comme étant un instrument principal de l'économie sociale et ce dans un but de résoudre les problèmes de l'emploi des jeunes. Le projet s'est heurté d'une manière franche à la question du comment faire accepter l'indépendance et l'autonomie de cette entreprise collective. La notion « une personne et une voix » telle qu'elle est proclamée par les principes démocratiques de gouvernance est rarement admise. La présence du chef « Roi » et de ses équipes n'arrive pas à se soumettre à ses valeurs sociétales qui sont bafoués sous prétexte que le changement risque de porter atteinte aux coutumes et aux traditions de la communauté. Plusieurs autres exemples pourraient illustrer cet état de chose.

Plusieurs projets de coopération n'ont pas tenu compte de cette difficulté sociétale locale. Ce qui semble être la raison principale de l'échec de plusieurs projets investis dans ce domaine Humain

La moralité recherchée par cette article réside au niveau du regard et des précautions que nous devons observer à cet égard ; toutes les fois où nous sommes amenés à entreprendre une mission

d'assistance technique. La modestie est la devise recherchée pour mieux amorcer cette précaution. Tout transfert du savoir et des compétences du Nord vers le Sud doit obéir à une éventuelle adaptation intelligente concertée. Et sans connaissances préalables de la réalité local du terrain et sans l'implication des populations concernées, les initiatives entreprises ne pourraient générer que d'avantage de distanciation par rapport à ce qui est attendu de l'aide au développement.

Toutes les formes de coopération internationale doivent observer une certaine rigueur dans leur démarche d'assistance technique et d'intervention en faveur d'un changement concerté. Il faut en tenir compte quand il s'agit des projets ayant une relation avec l'être humain notamment dans les zones à forte charge culturelle.

Une posture orgueilleuse comme celle « je connais tout » de la part d'un expert n'a jamais et ne pourra jamais servir la noble cause du développement inclusif et durable.

## Le Maroc et l'ONU : Engagement au temps de la COVID-19

**A**ussi diversifiée et ancrée dans les réalités du monde, l'action marocaine, dans le concert des Nations, ne peut qu'être saluée et perçue "encore" ces nuages de l'avenir.

En temps de crise comme en temps de paix, les propositions marocaines de résolutions, d'alliances et de groupes de réflexion témoignent d'une générosité exemplaire et d'un grand sens de responsabilité à l'égard de la communauté internationale. Ce temps difficile a connu des actions marocaines fort louables.

### Coopération humaniste

Le Maroc, à travers son représentant permanent à New York, a lancé un « Appel à l'action pour soutenir la réponse humanitaire dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19 ». Cette initiative a eu le soutien de 171 États membres de l'ONU qui ont cru au sérieux de l'appel et ont pris part à cette volonté majoritaire d'œuvrer, suivant une logique humaniste, à relever les défis liés à la pandémie et d'y faire face selon des actions et non des dires. Cet appel s'inscrit dans la continuité de la logique du soutien concret et opérationnel aux États africains frères.

### Lutte contre discours haineux et protection des femmes

Le Maroc a mobilisé les États-membres de l'ONU afin de protéger les femmes en confinement. Allié à l'Union Européenne et un groupe de pays (Nouvelle Zélande, Turquie, Mongolie et Namibie), la diplo-

matie marocaine s'est démarquée par un appel pour "la paix à la maison, dans les foyers, à travers le monde entier". L'écho favorable n'a pas tardé et une déclaration de soutien de 124 États a soutenu cette lutte contre la violence domestique à l'égard des femmes.

Le Maroc a également contribué à l'adoption d'une résolution contre les discours de haine par la promotion du dialogue interreligieux et interculturel. Des États coauteurs n'ont pas hésité à accompagner et soutenir cette initiative marocaine. Dans cette même perspective, sous les orientations du Roi Mohamed VI, la diplomatie marocaine a tenu une conférence virtuelle de haut niveau sur "le rôle des leaders religieux pour relever les défis de la pandémie de COVID-19". Cette rencontre représentant les trois religions monothéistes a rappelé, dans les discours, l'engagement du Roi Mohamed VI et son combat pour les principes de la coexistence, de l'acceptation de la différence et de l'altérité.

Il est clair comme disait Boutros Boutros-Ghali que l'ONU reflète les espoirs et les angoisses des États et des peuples. Le Maroc fait de son mieux pour faire renaitre les premiers et faire dissiper les secondes.

*Abdelfettah EL FATIN*

*Professeur de droit international /  
Relations internationales, FSJES AC,  
Université Hassan II (Maroc)*



France

# L'impact du coronavirus sur le tourisme

Par **Mustapha Bouhaddar**

**C'**est connu, une grande partie de touristes étrangers, trouvent les Français mal accueillants et antipathiques.

J'ai grandi à Paris, et je dois confirmer les dires de ces touristes étrangers, car il n'y a pas pire qu'un serveur parisien à qui on commande un café le matin. Aucun sourire et quand il nous ramène ce foutu café, on a l'impression qu'il va nous le jeter sur la table ou le comptoir.

C'est évident que les Français ont une ouverture sur le monde, mais cette dernière a ses limites, surtout lorsque ce monde extérieur s'appelle

touriste. L'agacement qu'éprouve le Parisien pour ces derniers est ainsi résumé par Olivier Magny dans son ouvrage Dessine-moi un Parisien : " Il n'est, à Paris, rien de plus dégradant que de faire partie des touristes. Les touristes ne sont qu'un : ils sont pour le Parisien dépourvus de goût et constituent une humanité parallèle ".

Paris ne doit appartenir qu'aux Parisiens. Dans beaucoup de cas ils sont désagréables avec les étrangers. Si tu demandes ton chemin, ils s'en foutent, ne répondent pas ou semblent énervés ". Une réputation tenace qui ferait des Parisiens des êtres snobs, impolis et arrogants. Et la situation dépasse la simple anecdote : le cas du taxi qui refuse sa course à un touriste parce que celle-ci ne l'arrange pas, ou du serveur qui balance sur la table la commande ne sont malheureusement pas des légendes urbaines. Si bien que la Chambre de commerce et le Comité régional du tourisme Paris Ile-de-France ont dû mettre en place l'été passé des dispositifs pour les professionnels du

tourisme afin d'apaiser leur relation avec les visiteurs étrangers, et faire de leur séjour à Paris un moment agréable. Mais des situations dramatiques peuvent parfois survenir : le " syndrome de Paris ", diagnostiqué par un psychiatre japonais chez ses compatriotes en vacances chez nous en est l'un des exemples les plus significatifs. Choqués par la saleté des rues et l'indifférence, parfois d'agressivité des Parisiens, ils éprouveraient de la peur et des symptômes d'anxiété.

## Le Coronavirus

Après avoir eu l'autorisation d'ouvrir leurs terrasses, les commerçants qui ont subi le chômage pendant quelques mois, sont contents de récupérer leurs clientèles. Les serveurs de café aussi. Ils ont souffert du chômage partiel. Ils se sont rendus compte que les clients dont la majorité sont confinés chez eux, peuvent se passer de leurs services. Il y a une vie après le café.

L'Impact du coronavirus sur le tourisme

La France est le pays le plus

visité au monde, avec environ 89 millions de touristes l'an dernier. Le poids du tourisme représente logiquement une part considérable du produit intérieur français : 7,4% du PIB, soit 160 milliards d'euros en 2016, selon l'INSEE. Hôtels, commerces, avions, et j'en passe et des meilleurs, beaucoup d'industries sont touchées par la baisse du nombre de touristes. À l'heure actuelle, impossible d'estimer de manière précise l'impact économique du virus, mais quelques indicateurs inquiétants sont déjà visibles.

## Un confinement qui signe de facto l'arrêt du tourisme

Avec le confinement total du pays, toutes les activités économiques sont à l'arrêt. Tout a évolué très vite depuis l'émergence du virus. Pour preuve, le président Macron incitait les Français à vivre normalement début mars, avant de se faire martial, deux semaines plus tard, dans un discours qui confirme un confinement total. La situation évolue rapidement, mais le blocage du pays et la fermeture des frontières sont

critiques pour les professionnels du tourisme. Le covid-19 place les entreprises du secteur du tourisme face à un défi de taille qui reste en perpétuelle évolution.

L'organisation mondiale du tourisme (OMT) plaide d'ailleurs pour " un leadership international solide et préconise d'inclure le tourisme, en tant que priorité, dans les futurs efforts de redressement. " Début mars, alors que l'Europe se barricadait d'abord en douceur et avec une certaine désinvolture, l'OMT estimait que les arrivées de touristes internationaux dans le monde en 2020 pourraient être en baisse, de 1 % à 3 %, alors que l'on tablait début janvier 2020 sur une croissance comprise entre 3 % et 4 %. Une baisse qui pourrait représenter un manque à gagner de 30 à 50 milliards de dollars américains, en termes de recettes du tourisme international.

Le coronavirus rendra-t-il le Français plus accueillant, plus humain ? L'après coronavirus nous le dira.

**AIDE AUX IMMIGRANTS**

**ACCUEIL**

**INTÉGRATION**

**EMPLOI**

6865 Av. Christophe-Colomb  
Montréal, Qc. H2S 2H3  
T 514 271.3533  
F 514 271.1910  
info@lamaisonnee.org

[www.lamaisonnee.org](http://www.lamaisonnee.org)  
[/www.lamaisonneeorg](https://www.facebook.com/lamaisonneeorg)



**DES SERVICES GRATUITS  
POUR IMMIGRANTS DEPUIS 35 ANS.**

**L**a Maisonnee est heureuse de vous annoncer l'ouverture de ses portes à la clientèle depuis le 2 juin 2020.

Conscients des besoins croissants auxquels font face les populations vulnérables dans le contexte actuel, notre équipe d'intervenants et de conseillers est prête à offrir la majorité des services dans le respect strict des mesures de prévention de la propagation de la Covid-19.

Nous avons mis en oeuvre des mesures de santé et de sécurité, tenant compte des recommandations du gouvernement et des autorités sanitaires locales. Veuillez prendre connaissance d'un résumé du protocole de travail mis en place afin d'offrir un environnement sécuritaire à tous:

\* Une aire d'attente extérieure a été aménagée avec indication de la distance physique de deux mètres:

\* Un gardien de sécurité assure l'en-

trée d'une personne à la fois et le respect des mesures de sécurité:

\* Trois clients maximum peuvent être en même temps dans la salle d'attente à la réception:

\* Un seul membre de la famille sera admis à la fois et aucun enfant ne sera admis;

\* L'ensemble des bureaux sont munis d'un écran protecteur en plexiglas;

\* Dans le cadre de l'intervention, les clients et les conseillers doivent porter des masques;

\* Entre chaque rendez-vous, les surfaces utilisées sont désinfectées.

La Maisonnee tient à remercier l'équipe de travail, les bénévoles et les partenaires qui ont aidé à maintenir les services actifs durant la période exceptionnelle du confinement causé par la pandémie de la Covid-19.

Si vous avez besoin d'aide ou si vous

connaissez quelqu'un qui aurait besoin de nos services, partagez l'information ou contactez-nous par téléphone au 514 271 3533. Nous veillerons à vous aider du mieux possible et de manière sécuritaire.

## LA MAISONNÉE EN BREF

La Maisonnée offre des services collectifs et individuels en matière d'accueil et d'établissement ainsi que d'employabilité et d'insertion en emploi. Ses objectifs sont de favoriser l'intégration sociale et professionnelle des nouveaux arrivants et les accompagner à toutes les étapes de leur établissement au Québec et sensibiliser aussi bien la société d'accueil que les nouveaux arrivants sur les avantages du vivre-ensemble et du renforcement du lien social.

[www.lamaisonnee.org](http://www.lamaisonnee.org)

[www.facebook.com/lamaisonneeorg](https://www.facebook.com/lamaisonneeorg)

[@lamaisonneeorg](https://www.instagram.com/lamaisonneeorg)

Suivez-nous pour nos ateliers  
d'emploi et autres activités  
d'accueil et d'intégration



**NOUS AVONS 35 ANNÉES D'EXPÉRIENCE**

**EN MATIÈRE D'IMMIGRATION**

**NOUS ACCUEILLONS PLUS DE 10 000**

**PERSONNES CHAQUE ANNÉE**

Canada



HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA

# Bonne fête du Canada

DE LA PART DE VOS DÉPUTÉS FÉDÉRAUX

En cette période de distanciation sociale,  
nous vous souhaitons de profiter de cette fête  
et de célébrer avec prudence.

# Happy Canada Day

FROM YOUR FEDERAL MPs

In this time of social distancing, we wish you  
a safe and enjoyable holiday.



**TRÈS HON. JUSTIN TRUDEAU**  
MP / Député  
Papineau  
[Justin.Trudeau.c1c@parl.gc.ca](mailto:Justin.Trudeau.c1c@parl.gc.ca)  
(514) 277-6020



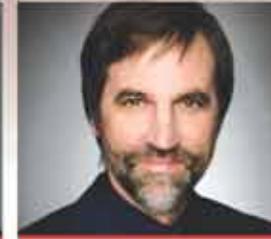
**ANJU DHILLON**  
MP / Députée  
Dorval–Lachine–LaSalle  
[Anju.Dhillon@parl.gc.ca](mailto:Anju.Dhillon@parl.gc.ca)  
(514) 639-4497



**FAYÇAL EL-KHOURY**  
MP / Député  
Laval–Les Îles  
[Faycal.El-Khoury@parl.gc.ca](mailto:Faycal.El-Khoury@parl.gc.ca)  
(450) 689-4594



**HON. MARC GARNEAU**  
MP / Député  
Notre-Dame-de-Grâce–  
Westmount  
[Marc.Garneau@parl.gc.ca](mailto:Marc.Garneau@parl.gc.ca)  
(514) 283-2013



**HON. STEVEN GUILBEAULT**  
MP / Député  
Laurier–Sainte-Marie  
[Steven.Guilbeault@parl.gc.ca](mailto:Steven.Guilbeault@parl.gc.ca)  
514-522-1339



**ANTHONY HOUSEFATHER**  
MP / Député  
Mont-Royal / Mount Royal  
[Anthony.Housefather@parl.gc.ca](mailto:Anthony.Housefather@parl.gc.ca)  
(514) 283-0171



**HON. MÉLANIE JOLY**  
MP / Députée  
Ahuntsic–Cartierville  
[Melanie.Joly@parl.gc.ca](mailto:Melanie.Joly@parl.gc.ca)  
(514) 383-3709



**ANNIE KOUTRAKIS**  
MP / Députée  
Vimy  
[Annie.Koutrakis@parl.gc.ca](mailto:Annie.Koutrakis@parl.gc.ca)  
(450) 973-5660



**EMMANUELLA LAMBROPOULOS**  
MP / Députée  
Saint-Laurent  
[Emmanuella.Lambropoulos@parl.gc.ca](mailto:Emmanuella.Lambropoulos@parl.gc.ca)  
(514) 335-6655



**HON. DAVID LAMETTI**  
MP / Député  
LaSalle–Émard–Verdun  
[David.Lametti@parl.gc.ca](mailto:David.Lametti@parl.gc.ca)  
(514) 363-0954



**PATRICIA LATTANZIO**  
MP / Députée  
Saint-Léonard–Saint-Michel  
[Patricia.Lattanzio@parl.gc.ca](mailto:Patricia.Lattanzio@parl.gc.ca)  
(514) 256-4548



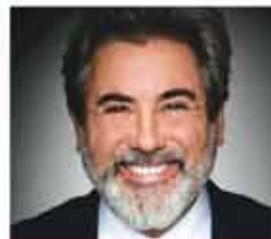
**SORAYA MARTINEZ FERRADA**  
MP / Députée  
Hochelaga  
[Soraya.MartinezFerrada@parl.gc.ca](mailto:Soraya.MartinezFerrada@parl.gc.ca)  
(514) 283-2655



**ALEXANDRA MENDÈS**  
MP / Députée  
Brossard–Saint-Lambert  
[Alexandra.Mendes@parl.gc.ca](mailto:Alexandra.Mendes@parl.gc.ca)  
(450) 466-6872



**HON. MARC MILLER**  
MP / Député  
Ville-Marie–Le Sud-Ouest–  
Île-des-Soeurs  
[Marc.Miller@parl.gc.ca](mailto:Marc.Miller@parl.gc.ca)  
(514) 496-4885



**HON. PABLO RODRIGUEZ**  
MP / Député  
Honoré-Mercier  
[Pablo.Rodriguez@parl.gc.ca](mailto:Pablo.Rodriguez@parl.gc.ca)  
(514) 353-5044



**FRANCIS SCARPALEGGIA**  
MP / Député  
Lac-Saint-Louis  
[Francis.Scarpaleggia@parl.gc.ca](mailto:Francis.Scarpaleggia@parl.gc.ca)  
(514) 695-6661



**SAMEER ZUBERI**  
MP / Député  
Pierrefonds–Dollard  
[Sameer.Zuberi@parl.gc.ca](mailto:Sameer.Zuberi@parl.gc.ca)  
(514) 624-5725